

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

AVENANT N° 127 DU 5 NOVEMBRE 2012

NOR : AGRS1397035M
IDCC : 9712

PRÉAMBULE

Compte tenu des déséquilibres financiers enregistrés par le régime d'assurance complémentaire santé au cours de l'exercice 2011, les partenaires sociaux se sont concertés avec les assureurs gestionnaires de ces régimes afin de convenir des mesures de nature à garantir le retour à l'équilibre et la pérennité de ces régimes.

Il en résulte les mesures suivantes.

Article 1^{er}

Révision des taux des cotisations

Le 1 de l'article 7 de l'avenant n° 113 du 28 avril 2009 à la convention collective de travail du 1^{er} janvier 1977 concernant les exploitations agricoles du département de Saône-et-Loire, instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé au bénéfice des salariés agricoles non cadres du département de Saône-et-Loire, est modifié comme suit :

« Article 7

Cotisations

1. Taux des cotisations et répartition

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies à l'article 4 est de 1,06 % pour le tarif "isolé" et de 3,08 % pour le tarif "famille". Ces taux sont définis en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale et répartis comme suit :

- 35 % de la part "isolé" à la charge de l'employeur, soit 0,371 %, dans la limite d'un plafond de 12 € par mois ;
- 65 % de la part "isolé" à la charge du salarié, soit 0,689 %, à quoi s'ajoute la totalité de la part "famille" le cas échéant, soit une cotisation totale pour le salarié de 2,709 % dans ce dernier cas.

Si le salarié souhaite souscrire à l'option facultative prévue à l'article 4, les taux de cotisation sont les suivants :

- 1,39 % en tarif "isolé" ;
- 3,86 % en tarif "famille".

Dans tous les cas, la participation de l'employeur demeure égale à 35 % de la part "isolé" du régime conventionnel (soit 0,371 %), dans la limite d'un plafond de 12 € par mois. »

Article 2

Modification de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » (Intégration des bénéficiaires de la CMU-C dans les cas de dispense)

L'article 3 de l'avenant n° 113 précité est modifié comme suit :

« Article 3

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté.

En sont exclus :

- les cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 1^{er} janvier 1977 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC ;
- les catégories particulières de salariés (VRP, par exemple) ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles ;
- les salariés non cadres ressortissant à un régime collectif obligatoire dans les conditions fixées à l'article 6.

Ont par ailleurs la possibilité de solliciter une dispense afin de ne pas souscrire au présent régime les salariés se trouvant dans un des cas ci-dessous :

- salariés bénéficiant déjà, au jour de l'entrée en vigueur du régime mis en place par le présent accord, en qualité d'ayants droit, d'une couverture complémentaire santé collective obligatoire, pour un niveau de prestations au moins équivalent ;
- salariés sous contrat à durée déterminée et travailleurs saisonniers, dont la durée du contrat est supérieure à 6 mois, ayant souscrit une couverture frais de santé par ailleurs ;
- salariés bénéficiant d'une couverture complémentaire santé obligatoire dans le cadre d'un autre emploi, pour un niveau de prestations au moins équivalent ;
- salariés à temps partiel ou en contrat de formation par alternance (notamment les apprentis) pour lesquels le montant de cotisation à leur charge représenterait 10 % ou plus de leur rémunération ;
- salariés bénéficiant de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé visée à l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale, ou bénéficiaires de la CMU-C. Toutefois, cette dispense ne vaut que jusqu'à échéance du contrat individuel (si l'intéressé ne peut pas le résilier par anticipation).

Dans le cas d'un salarié employé par plusieurs employeurs relevant du champ d'application du présent accord, le salarié et un seul de ses employeurs cotisent auprès de l'organisme désigné. Il s'agit du premier employeur auprès duquel le salarié acquiert la condition d'ancienneté requise pour bénéficier du régime, sauf accord écrit entre les employeurs et le salarié concernés.

La mise en œuvre d'un de ces cas de dispense ne peut avoir lieu que sur demande expresse de la part du salarié concerné, qui devra produire chaque année les justificatifs permettant de vérifier les conditions de la dispense.

Au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, les salariés concernés doivent faire leur demande d'exclusion par écrit adressée à l'employeur avant la fin du premier mois d'application de l'accord, en joignant les justificatifs de leur situation.

Après l'entrée en vigueur de l'accord, la demande d'exclusion doit être faite par écrit à l'employeur au plus tard avant la fin du premier mois qui suit celui de l'obtention de la condition d'ancienneté.

Si le salarié ne remplit plus les conditions d'adhésion facultative il doit en informer l'employeur.

La dispense prend fin en cas de modification de la situation du salarié ne lui permettant plus d'en justifier les conditions, en cas de non renouvellement annuel des justificatifs ou à sa demande ; il doit alors obligatoirement cotiser à l'assurance complémentaire santé à compter du mois civil suivant.

Dans les cas d'exclusion ou de dispense précités, les cotisations correspondantes ne sont dues ni par le salarié ni par l'employeur. »

Article 3

Date d'effet. – Durée du présent avenant

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en cinq exemplaires, dont un en version numérique, à l'unité territoriale de la Saône-et-Loire de la DIRECCTE Bourgogne.

Fait à Mâcon, le 5 novembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FDSEA de Saône-et-Loire.

Syndicats de salariés :

UD CFDT de Saône-et-Loire ;

UD CGT-FO de Saône-et-Loire ;

SNCEA CFE-CGC ;

UD CFTC de Saône-et-Loire.